

PREFECTURE DE SEINE-et-MARNE

Direction de l'Administration
Générale et de la RéglementationService des Installations Classées
pour la protection de l'environnement.

ACCUSE DE RECEPTION

d'une installation classée

(Application de la loi du 19 juillet 197

N° 11 902

C 487

Le Préfet, Commissaire de la République
du département de Seine-et-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,ACCUSE RECEPTION A La Société W.Q.S. France dont le siège social est au 1050 rue du
Maréchal Juin à VAUX LE PENIL.

de sa déclaration en date du 20 février 1985.

concernant un dépôt d'oxygène liquide contenu dans des récipients métalliques, sis
à VAUX LE PENIL à l'adresse susvisée.

Ces installations sont visées par les rubriques ci-après de la nomenclature actuelle :

328 bis

Par application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour
la protection de l'environnement, la Société W.Q.S. Francedevra se soumettre aux prescriptions générales ci-jointes déterminées pour les
installations de la catégorie dont il s'agit ainsi qu'aux prescriptions légales et
réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.Le présent accusé de réception est délivré uniquement dans le cadre de la législation
des installations classées, il ne fait pas obstacle à l'application de toute autre
réglementation. A ce titre, le déclarant aura à se pourvoir éventuellement auprès des
autorités compétentes des autorisations nécessaires (notamment permis de construire,
occupation du domaine public, autorisation d'occupation du sol, application de la
réglementation d'urbanisme, de celle des lotissements, etc...).Toute modification approuvée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation
ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de
déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet,
Commissaire de la République, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

../..

vu le 21/10/85

D. Frohlich

Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

Si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai de trois ans à partir de la déclaration ou si son exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives, (sauf le cas de force majeure), l'industriel devra faire une nouvelle déclaration.

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer sans délai à l'Inspecteur des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (cf. article 38 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977).

MELUN, le

25 MARS 1985

Le Préfet, Commissaire de la République,



Direction Interdépartementale de
l'Industrie d'Ile-de-France
Groupe de subdivisions de Seine-et-Marne

02 AVR. 1985

Tél. 10.0.437.22.05

Pour le Préfet, Commissaire de la République
et par délégation
Le Directeur de l'Administration Générale et
de l'Orientation

M. VALLANT

DESTINATAIRES :

- le Pétitionnaire
- le Sous-Préfet, chargé des fonctions de Commissaire-adjoint
de la République de l'arrondissement de MELUN
- le Maire de VAUX LE PENIL
- le Directeur départemental des Services d'Incendie et
de Secours
- le Directeur départemental des Affaires Sanitaires
et Sociales
- le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche
d'Ile-de-France *par*

Une copie du présent récépissé sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, où les tiers ont la possibilité de consulter sur place le texte des prescriptions générales (application de l'article 27 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977).